



Pétroplus : nationalisation !

Depuis un an et demi, les salariés de Pétroplus luttent pour le maintien de leurs emplois, pour la sauvegarde de leur outil de travail.

Aujourd'hui, 16 avril 2013, le Tribunal de commerce de Rouen a rejeté deux offres de reprise, décidant ainsi la liquidation de la raffinerie. Le sort de 470 salariés auxquels il faut ajouter 400 employés des sous-traitants et 3 600 emplois indirects était suspendu à cette décision.

Il est inadmissible de laisser les tribunaux de commerce arbitrer la vie des salariés et de leurs familles ainsi que la politique industrielle.

Le gouvernement a beau exprimer régulièrement son soutien aux salariés, il laisse finalement fermer les entreprises viables. Début janvier à Louviers, le Président de la République s'était bien gardé de promettre du concret. L'État est « *au côté* » des salariés, « *l'État fera son devoir mais l'État ne peut pas être le repreneur* », avait-il pris la peine de préciser. Pourtant, c'est le candidat Hollande qui déclarait, un an auparavant, devant les mêmes salariés : « *Où est l'État, où est le gouvernement, où est le président de la République ?* » Aurait-il donc la mémoire courte ?

Militant-e-s ou élu-e-s du Front de gauche, nous n'acceptons pas que l'État reste l'arme au pied. L'État peut et doit sauver la raffinerie et les emplois ! C'est sa responsabilité. C'est en son pouvoir. C'est un enjeu politique majeur. **Il n'est plus temps de tergiverser !**

Le gouvernement doit agir en décidant **la réquisition et la nationalisation sous contrôle social de la raffinerie.**

Les salariés de Pétroplus ont su maintenir, depuis 18 mois, la raffinerie en état tout en assurant le respect des normes environnementales. Ils ont montré qu'ils possédaient le savoir-faire, la compétence pour faire fonctionner l'entreprise.

Face au démantèlement accéléré des outils de travail, appuyons-nous sur la volonté des citoyens qui sont favorables à une intervention de l'État pour empêcher la fermeture des entreprises. Il est urgent d'en prendre le contrôle pour décider de maintenir ou de créer des activités socialement et écologiquement utiles.

Nous voulons mettre en œuvre une rupture concrète avec la loi du profit et de la finance, une véritable politique de gauche. Nous exigeons donc la nationalisation sous contrôle des salariés et des pouvoirs publics.

Oui, pour le Front de gauche, nous l'affirmons : « **L'alternative à l'austérité, c'est possible** » !

Le Front de gauche affirme sa solidarité et son soutien à tous les salariés de Pétroplus qui se battent pour sauver leurs emplois et appelle à la convergence des luttes en cours pour faire entendre la voix des salariés, pour refuser la destruction des emplois et mettre un coup d'arrêt au chômage. Nous avons la force et le nombre pour nous.

Seul un large front syndical, social et politique peut imposer une solution positive qui empêchera la destruction de leur outil de travail et assurera l'avenir.

Front de gauche 76

Parti Communiste Français - Parti de Gauche - Gauche Unitaire

République et Socialisme - Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique - Convergences et
Alternative - Gauche Anticapitaliste - Les Alternatifs